

Ferreras, Isabelle, Julie Batillana et Dominique Méda (sous la direction de), **Le manifeste travail : Démocratiser, démarchandiser, dépolluer**. Paris, Éditions du SEUIL, 2020, 208 pp.

Ce livre, produit sous la direction d'Isabelle Ferreras, professeure à l'Université de Louvain, de Julie Batillana, professeure à la Harvard Business School et de Dominique Méda, professeure à l'Université Paris-Dauphine, est le résultat d'une collaboration entre douze femmes universitaires à travers le monde. Il découle de l'engouement international dont a bénéficié la tribune du *Manifeste Travail* dans le journal *Le Monde* au printemps 2020, alors cosigné par huit autrices et appuyé par plus de 3000 universitaires portant sur la place et le rôle du travail pendant et après la pandémie. L'ouvrage est situé dans le contexte actuel caractérisé par des crises qui sont à la fois sociales, politiques, économiques, sanitaires et écologiques. En effet, la pandémie de la covid-19 a mis en évidence la fragilité de notre système économique et notre incapacité à protéger adéquatement les plus vulnérables. Cette crise sanitaire a aussi mis en exergue la centralité du marché du travail et de l'entreprise dans la détermination de l'humain au travail, tous deux guidés par des logiques extractives. À cela s'ajoute la crise socio-économique découlant du capitalisme néolibéral qui, par l'appropriation grandissante du pouvoir et des richesses par une minorité, creuse les inégalités sociales. Pour couronner le tout, la crise environnementale menace la survie de l'espèce sur Terre et met en évidence les injustices structurelles menant à la prise de décisions. À partir de cette toile de fond, Battilana situe le livre en tant qu'outil de réflexion permettant de créer des ponts entre le monde de la recherche et la pratique afin de contribuer à la refonte inévitable du système social et économique actuel.

En partant du principe que les humains ne sont pas des ressources et que l'on doit reconnaître la valeur réelle de la contribution des travailleurs, Ferreras nous présente trois piliers de changement : la démocratisation de l'entreprise, la démarchandisation du travail et la dépollution de la planète. Cette présentation met la table aux neuf chapitres suivants rédigés par des auteures différentes qui proposent des moyens d'articulation d'au moins un des trois piliers. Une contribution non négligeable de ces chapitres est l'intégration des

enjeux du Sud global et de ses ressortissants, qui permet de souligner les conceptualisations inadéquates concernant les solutions à adopter et la modification des notions juridiques coloniales. À cet effet, les chapitres de Blackett, Lafuente, Maximo et Chandhoke se montrent particulièrement intéressants.

Le premier pilier, la démocratisation de l'entreprise, vise une meilleure répartition du pouvoir entre les groupes auxquels leur position confère actuellement ledit pouvoir et ceux qui en sont historiquement privés. On vise ici d'inclure les employés dans la prise de décision stratégique de l'entreprise et d'assurer la représentation de leurs intérêts dans les instances décisionnelles, dans le but d'assurer un réel partage du pouvoir par la justice démocratique. Landemore soutient que la démocratisation du travail entraînerait la diminution des inégalités de salaires et de l'injustice distributive. En effet, il est difficile de justifier de larges écarts de rémunération entre les différents groupes de travailleurs dans l'organisation lorsqu'ils ont tous un rôle décisionnel, par exemple en ayant des sièges sur le conseil d'administration. Herzog reprend ensuite ce levier sous l'angle très intéressant de la lutte à l'injustice épistémique, qu'elle définit comme le fait de ne pas être « *considéré comme un interlocuteur valable, à ne pas être en capacité de trouver les mots adéquats pour communiquer le contenu souhaité, du fait des hiérarchies sociales basées sur le genre, l'attribution de différences aux origines ethniques ou à la couleur de peau, ou le statut socio-économique* » (p.78). Ce concept permet au lecteur de nourrir sa réflexion sur une réelle démocratie sociale et organisationnelle. Herzog propose d'assurer aux membres de ces groupes souffrant de l'injustice épistémique une place et un pouvoir d'influence dans les instances décisionnelles afin de faciliter la dénonciation et la rectification des injustices. Dans le même ordre d'idées, Kaya-Sabancı attire notre regard sur l'impact disproportionné des crises actuelles sur les femmes et soutient que l'égalité de genre dans les organisations est un facteur préalable à l'activation des trois leviers. À cet effet, elle soutient l'adoption de quotas de femmes dans les instances décisionnelles afin de créer une réelle démocratisation du travail tenant compte de la réalité des femmes. Ce chapitre est toutefois peu approfondi et laisse le lecteur sur sa faim.

Le deuxième levier de changement, la démarchandisation du travail, vise à protéger les individus des lois du marché et assurer le droit au travail, notamment par le biais d'un plancher

de sécurité sociale et de l'accès garanti à l'emploi. On retrouve notamment Tcherneva qui propose l'adoption de programmes de formation permettant d'arrimer les besoins en emploi avec ceux des secteurs publics, privés et associatifs. De plus, la garantie d'emploi résulterait en un nouveau contrat social où les travailleurs bénéficieraient d'un pouvoir de négociation accru qui obligerait les employeurs à offrir de bonnes conditions et à respecter le droit du travail. Nous considérons qu'il aurait ici été intéressant de voir un parallèle avec la situation du marché du travail et de l'emploi durant les périodes de la crise sanitaire, où plusieurs États ont assuré un revenu minimal aux individus touchés par la crise, afin d'illustrer comment le marché a réellement été affecté par l'instauration d'un revenu garanti à grande échelle.

Chandhoke reprend ensuite les deux premiers leviers et la notion d'emploi garanti dans le contexte de l'Inde, où moins de 10 % des travailleurs œuvrent dans l'économie formelle. Elle propose de dépasser la distinction erronée entre le travail formel et informel afin d'adopter la notion de création en se basant sur le principe que le travail produit une valeur ajoutée et qu'il serait donc raisonnable d'intégrer les travailleurs participant à la création de ladite valeur dans la prise de décision. Toujours sous la lentille du Sud global, Maximo dénonce la neutralité fictive du droit colonial et l'inadéquation des théories du travail aux contextes des pays du Sud. Plus précisément, elle dénonce la fausse construction juridique universaliste du corps au travail, fondée sur l'homme blanc et européen visant l'emploi formel comme ultime symbole de liberté. Cette conception imposerait en conséquence une fausse construction juridique universaliste de la liberté qui ne peut rendre compte de la multiplicité des travailleurs et qui n'est pas représentative de la coexistence historique de la servitude, de l'esclavage et du travail libre, formel ou informel dans les pays du Sud global. Il serait donc nécessaire d'outrepasser la reproduction de la colonialité juridique afin d'offrir une meilleure protection fondée sur les réalités du Sud.

Le troisième levier est la dépollution visant à opérer une reconversion écologique dans la production et les pratiques des entreprises, qui viserait les processus de production et les pratiques usuelles des entreprises. Méda démontre comment la démarchandisation de l'emploi permettrait, par le biais de filets sociaux, de sécuriser les trajectoires professionnelles des travailleurs qui seraient négativement affectés par la transition écologique en

offrant, notamment, des formations, un revenu et un accompagnement vers les secteurs émergents. En orientant les efforts de dépollution ainsi, il serait possible d'accélérer la reconversion écologique, car elle rencontrerait une plus faible résistance de la part des travailleurs ne craignant plus la perte de leur gagne-pain dans le processus.

Les trois leviers se nourrissent donc mutuellement, en assurant la cristallisation l'un de l'autre par leur mise en place commune. Toutefois, alors que la déclaration de l'interdépendance des leviers est bien articulée par les auteures entre la démarchandisation et la démocratisation, la dépollution, quant à elle, nous semble plutôt s'ajouter seulement une fois que les deux autres couches sont opérationnelles et non pas de façon simultanée. Ce dernier levier est d'ailleurs malheureusement abordé plus brièvement et de façon superficielle, à l'exception du chapitre de conclusion de Méda.

*Le Manifeste Travail* est une lecture très intéressante, digeste et riche de pistes de réflexion pour tout lecteur qui s'intéresse à la construction d'une société plus égalitaire. Il est important de souligner que ce livre est un des rares travaux de collaboration internationale entièrement composé de femmes universitaires. Nous notons aussi la pertinence de la riche section des notes de bas de page, qui se montre très instructive pour approfondir et contextualiser certains concepts. Par ailleurs, l'utilisation de l'écriture épïcène tout au long du livre est rafraîchissante. Il aurait toutefois été intéressant de retrouver plus de démonstrations d'applications des différentes idées apportées afin d'ancrer l'ouvrage dans la pratique plutôt que de maintenir un fort niveau d'abstraction dans l'articulation des piliers proposés.

**Evelyn Dionne,**

Université Laval

Québec (Québec) Canada

evelyn.dionne.1@ulaval.ca Chase-Dunn, Christopher and

Paul Almeida,